

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Thèmes > Religion, églises, laïcité > Islam > Islam politique, islamisme > **La place des femmes dans l'espace public : Ce que la gauche européenne (...)**

La place des femmes dans l'espace public : Ce que la gauche européenne devrait comprendre des « attaques à Cologne »

dimanche 24 juillet 2016, par [HELIE LUCAS Marieme](#) (Date de rédaction antérieure : mars 2016).

Mag-Lit : Comment analysez-vous les actuels débats féministes autour de ce qui s'est passé à Cologne ?

Marieme Helie Lucas : Ils sont le reflet des débats dans la société et avec la gauche : un petit nombre de féministes a pris position rapidement pour défendre les femmes attaquées quels que soient leurs attaquants ; la plupart ont craint que leur protestation en faveur des femmes ne soit récupérée par l'extrême droite raciste et ont donc soutenu les femmes mais avec caveat divers ; et la tendance PIR n'a pas hésité à escamoter les femmes pour mieux défendre les émigrés, voire à inventer des théories du complot et nier les faits.

C'est le même schéma que dans l'affaire *Charlie-Hebdo* : du 'je-suis-Charlie' solidaire nous sommes passés à 'certes, ce n'est pas bien de les avoir tués, mais quand même'...

La revendication féministe autonome me semble avoir presque disparu du paysage politique français.

Mag-Lit : Dans un article au vitriol publié sur le site *Secularism Is A Women's Issue* ([siawi.org](#)) vous affirmez que les événements du 31 décembre ont été concertés, voire planifiés.

MHL : Oui, je pense qu'on peut dire que les attaques sexuelles contre les femmes - qui se sont produites non pas juste à Cologne mais simultanément dans une dizaine de villes d'Europe du Nord dans 5 pays différents - ont bien été 'organisées'. Il convient toutefois de bien comprendre qu'on peut organiser de semblables événements sans structure formelle pyramidale classique, mais avec des réseaux fluides et parfois quasi informels. Il suffit dans chaque ville de quelques affidés et d'une masse de jeunes gens marginalisés susceptibles de se reconnaître dans certaines consignes. Comme celle de 'bien s'amuser' avec des européennes qui ne demandent que ça et feraient mieux d'être chez elles en famille si elles étaient décentes, par exemple.

Ce n'est pas neuf : A Tunis lors de la chute de Ben Ali de jeunes gens membres d'En Nahda ont été d'abord confinés chez eux, puis lâchés au moment voulu au sein d'une manifestation de femmes pour la laïcité ; ils ont facilement mobilisé la masse des jeunes badauds, trop heureux de l'aubaine, qui en a profité pour attaquer les manifestantes, y compris sexuellement. Un autre exemple bien sûr est l'Egypte où la volonté d'écarter les femmes des manifestations politiques a rejoint le harcèlement sexuel patriarcal. C'est cette collusion d'intérêts qui permet le succès de telles actions. Un mot d'ordre est donné par des idéologues, et la masse de manœuvre, sensible à l'argument culturel patriarcal, sert sans en avoir pleinement conscience des desseins politiques. Dans le cas des agressions du 31 décembre, ce qui était visé est la place des femmes dans l'espace public.

Les organisations de l'extrême droite religieuse musulmane, par la voix de leurs prêcheurs les plus violents, ont souvent affirmé leur volonté de s'en prendre à "l'Occident" et à ses 'moeurs décadentes.' Les attaques du 13 novembre à Paris en sont une démonstration, mais ce qui s'est produit le 31 décembre en est une autre.

Mag-Lit : Tout cela signifie-t-il qu'il existe, dans les pays de culture musulmane, une persistance ou une permanence historique de ce que vous appelez l'alliance du patriarcat et de l'intégrisme ?

MHL : Penser de la sorte reviendrait à essentialiser 'LA' 'culture musulmane' au singulier -- en tant que culture unique transcontinentale.

Cela reviendrait aussi à essentialiser l'islam. Les textes fondateurs des religions - Bible ou Coran - contiennent tout et son contraire. Ce sont les humains qui en font telle lecture ou bien telle autre. C'est pourquoi je renvoie dos à dos les croyants pour qui l'islam est une religion de paix et les racistes qui y voient une apologie de la violence. La question de la nature réelle de l'islam (ou de toute autre religion), d'un point de vue théologique, n'est pas mon sujet. Elle ne sert qu'à noyer le poisson, et à éviter une très nécessaire analyse politique des forces en présence au sein des religions, et au sein des pays abusivement identifiés à une religion.

Le vrai sujet, donc, c'est que la voix dominante de l'islam soit aujourd'hui monopolisée et instrumentalisée par des forces politiques d'extrême droite. Dans la lutte contre ce que l'on appelait en Algérie dans les années 90 le 'fascisme vert' ou l' 'islamo-fascisme', nombreux sont les athées, agnostiques, mais aussi les croyants progressistes et laïques, qui ont risqué leur peau. Il est donc de la plus haute importance que ceux ci soient reconnus, non pas en tant que 'bons musulmans' (ou pire 'musulmans modérés'), mais en tant que citoyens anti-fascistes. Ceux ci existent partout, dans tous les pays dits-musulmans.

Il faut constituer un front anti-fasciste transnational qui puisse s'attaquer à l'extrême droite religieuse musulmane sans faire le jeu de l'extrême droite traditionnelle xénophobe en Europe. Et pour l'instant nous en sommes très loin, car la gauche, par exemple en France et en Angleterre, fait alliance avec les intégristes qu'elle considère bien à tort comme des victimes.

Mag-Lit : Vous appelez « extrême droite intégriste musulmane » ce que, en Occident, on préfère appeler de façon plus ou moins floue « islamisme ». Pourquoi tenez-vous à ce vocabulaire ?

MHL : Ce sont les intégristes musulmans qui se nomment eux mêmes 'islamistes', puisqu'ils revendiquent l'exclusive légitimité de représenter l'islam, tous les autres croyants qui n'adhèrent pas à leur interprétation étant à leurs yeux des mécréants au même titre que les incroyants. Adopter leur vocabulaire, c'est leur reconnaître implicitement un lien privilégié avec l'islam. Or, il est important de les caractériser politiquement et non pas religieusement.

Les historiens puristes refusent généralement l'utilisation du mot fascisme, au motif que l'on ne saurait comparer deux périodes historiques, deux stades de développement économique et deux aires géographiques dissemblables. Dont acte. Et pourtant, il faut pointer ce que les idéologies ont de commun : comme l'Allemagne nazie s'est glorifiée de son 'origine aryenne' et l'Italie fasciste du glorieux passé de la Rome antique, les intégristes musulmans s'appuient sur l' 'âge d'or de l'islam' pour justifier de leur suprématie au nom d'un passé mythifié. C'est sur cette supériorité supposée qu'ils fondent leur droit - et leur devoir sacré - à éliminer physiquement ceux qui en salissent la pureté et en ternissent la gloire. Pour les nazis et les fascistes ces *untermensch* furent les juifs, les communistes, les 'gypsies', les homosexuels, les déficients mentaux, etc... Pour les intégristes

musulmans, ce sont... les mêmes - n'est ce pas curieux ? Ils y ajoutent les 'kofr', c'est à dire les mécréants.

De plus, comme les nazis et les fascistes, les intégristes musulmans ne sont pas anti capitalistes, ce qui explique à mes yeux la tolérance exceptionnelle dont ont fait preuve à leur égard les divers gouvernements dans nos pays. Quant à l'alliance du patriarcat avec les droites et extrême-droites, les intégristes musulmans pourraient reprendre à leur compte, sans y rien changer, la fameuse formule nazie sur la place des femmes dans la société : à l'église (remplacez par : mosquée), à la cuisine et auprès du berceau.

Que la gauche européenne puisse voir en ces fascistes des alliés contre l'impérialisme américain laisse pantois.

Il y a une guerre idéologique, au niveau des concepts, que l'extrême droite musulmane a pratiquement déjà gagnée.

Ainsi la presse et les politiques occidentaux ont-ils adopté le terme 'charia' comme synonyme de 'LA' (au singulier) 'loi musulmane', comme s'il existait dans la réalité un corpus législatif commun aux pays dit-musulmans. En Angleterre par exemple, existent des 'tribunaux charia' dont les jugements sont officiellement entérinés bien qu'ils dénie aux femmes des droits reconnus sous la loi anglaise.

Or, un simple examen des lois sur la famille dans les pays dits-musulmans montre en réalité un foisonnement souvent contradictoire. Bien que chaque gouvernement assure que ses lois sont en parfaite conformité avec l'islam, il s'avère que celles ci donnent, par exemple, dans tel pays des droits égaux dans le mariage aux deux époux ou bien dans tel autre pays droit de vie et de mort du mari sur son épouse, et toute la gamme de variation entre ces deux extrêmes ; ici une enfant est donnée en mariage hors de sa présence et de son consentement, là, l'épouse doit être physiquement présente et signer son contrat de mariage, dont elle peut négocier toutes les clauses, avec une liberté inimaginable pour les lois européennes actuelles.

Cette variété et ces contradictions démontrent, s'il en était besoin, la facture humaine des lois supposées divines et met en échec le concept même de loi islamique unique, commune à tous les musulmans sur terre. On n'oserait d'ailleurs pas parler de 'LA' 'loi chrétienne', sachant bien que les lois varient d'un 'pays chrétien' à l'autre, en matière de divorce, de contraception, etc..

De plus, les intégristes opèrent un choix parmi les traditions culturelles, en promouvant, comme étant des prescriptions religieuses, les plus rétrogrades, violentes et défavorables aux femmes. C'est le cas des mutilations génitales des femmes dont les intégristes ont entrepris la promotion. Cette pratique pré-coranique fut historiquement limitée à la sphère d'influence de l'ancienne Egypte en Afrique où elle est pratiquée aussi bien par les animistes et les chrétiens que par les musulmans. Mais c'est bien au nom de l'islam, que les prêcheurs intégristes tentent aujourd'hui de la propager à des aires géographiques où elle ne correspond à aucune tradition locale, et où personne n'en a jamais entendu parler (en Asie du Sud : au Sri Lanka ; en Europe : dans l'enclave musulmane de Sanjak en Serbie ; ou en Afrique du Nord : comme récemment en Tunisie après la chute de Ben Ali).

Parler de charia au singulier et comme s'il s'agissait d'un corpus législatif existant, commun aux musulmans du monde entier à travers cultures et continents, est donc une vaste blague - tout théologien musulman progressiste vous le confirmera, pour qui le terme charia renvoie exclusivement à un cheminement personnel vers dieu, et jamais à des lois humaines.

J'invite politiques et media à faire preuve de moins de paresse intellectuelle et à identifier les forces

politiques réactionnaires qui promeuvent - non pas 'l'islam' - mais des lois et des pratiques misogynes, liberticides et rétrogrades au nom de l'islam.

Mag-Lit : Vous parlez du racisme de la gauche radicale qui, sous couvert de lutte contre le racisme, enferme les non européens dans des clichés réactionnaires.

MHL : En effet, la gauche radicale en arrive à laisser baptiser - si je puis dire - 'musulman' tout individu né ou élevé dans un contexte où l'islam est la religion dominante. Dans le même temps, le premier réflexe de cette gauche est de défendre ce 'musulman' de l' 'islamophobie' supposée (concept politique forgé par les intégristes, à bien distinguer de ceux de discrimination, racisme, etc..) y compris lorsqu'il se rend coupable d'agressions sexuelles de masse comme on l'a vu en Europe du Nord. Cela revient à adopter l'équation musulman = ontologiquement barbare = non responsable de ses actes = victime. Je trouve, oui, ceci particulièrement raciste.

On assiste à un phénomène identique à propos des femmes voilées : quand les jeunes filles et les femmes non-voilées étaient exécutées dans la rue et à l'école par les intégristes dans les années 90 en Algérie, nous n'avons pas vu de levée de boucliers à gauche semblable à celle que nous observons aujourd'hui, sitôt qu'une femme en burqa se fait agresser verbalement dans la rue en France, alors même qu'elle bénéficie, à juste titre, du soutien des organisations anti racistes. Pourquoi l'une suscite-t-elle plus que l'autre leur compassion ? Ce n'est pas une question morale mais bien une question politique que je pose là : quels sont les mécanismes à l'œuvre dans ces choix parmi les victimes...

Cet abandon de victimes réelles au profit des victimes supposées est quelque chose que nous avons vécu en Algérie dans les années 90 lorsque les rangs des démocrates ont été décimés par les intégristes.

Dès les années 70, les attaques se sont faites d'abord contre ceux et celles que personne n'allait défendre (un poète gay, les lois sur la famille qui entérinent la sujétion des femmes), et dont le gouvernement pouvait brader les droits pour avoir la paix.

Objets d'entrisme des intégristes dès les années 60, on a pu voir aussi que les institutions d'enseignement étaient spécialement ciblées. Et au moment des massacres des années 90, dans les villages martyrs de la Mitidja, les institutrices, lycéennes et étudiantes ont été parmi les premières massacrées.

Dans la phase ultime où les groupes armés ont occupé des territoires et fait régner la terreur, des journaux intégristes publiés à Londres annonçaient à l'avance les catégories de citoyens qui allaient être décimés ; ce furent : 'les journalistes', 'les intellectuels', 'les artistes'... puis un jour ce furent 'les étrangers', 'les femmes'. Les journalistes peuvent cesser de l'être, les étrangers quitter le pays, mais comment peut on cesser d'être une femme ? Puis les menaces étaient exécutées ; et enfin les crimes revendiqués, comme c'est actuellement le cas pour les attaques d'Al Qaeda ou de Daech. Néanmoins, aussi bien la gauche que les organisations de droits humains faisaient des déclarations fracassantes sur 'qui tue qui ?' en Algérie, propres à laisser suspecter un complot du gouvernement. Les organisations de droits humains telles Amnesty International, FIDH ou Human Rights Watch défendaient les victimes de l'Etat algérien et invitaient les seuls avocats des intégristes à parler des violences... Aux yeux de la gauche et des organisations de droits humains, ceux que les intégristes avaient massacré n'avaient quasi aucune existence, aucune visibilité. Ils n'avaient aucun avocat avant de se faire tuer. Ils n'en ont d'ailleurs toujours pas et n'en auront jamais plus, puisque la loi sur la concorde civile et la charte de la réconciliation interdit maintenant de chercher à savoir légalement ce qui leur est arrivé - des dispositions qui, loin d'assurer la paix future, organisent, en fait, la transmission intergénérationnelle du trauma.

Je veux ici parler du déni – que nous voyons actuellement à l’œuvre en Europe devant le danger intégriste – parce qu’il a été prégnant partout ; des Iraniennes sont venues nous dire dans les années 70 : attention, nous voyons monter l’intégrisme chez vous, et les femmes leur ont répondu : mais non, pas dans notre glorieuse révolution algérienne ! Je fais partie de celles qui sont allées dire la même chose aux tunisiennes et il nous a été répondu : mais non, nous avons en Tunisie les lois les plus favorables aux femmes de tous les ‘pays arabes’. Je préviens actuellement la gauche et les féministes en Inde, mais celles ci sont obnubilées par les attaques de la droite hindouiste contre les musulmans indiens (attaques bien réelles, hélas, je m’empresse de le préciser) et elles refusent de voir la montée concomitante de l’extrême droite intégriste musulmane, comme si elles étaient incapables de concevoir qu’on puisse être à la fois victime et bourreau. Il y a le feu à la maison, mais nous refusons de le voir jusqu’à ce qu’il soit trop tard.

Le problème est que, pendant de nombreuses années, on a ignoré et nié la montée intégriste ; que le gouvernement français, tout comme avant lui le gouvernement algérien, a tenté d’apaiser les demandes intégristes en y cédant au nom du respect de l’islam, sans vouloir voir qu’il ne s’agissait pas ici de religion mais d’une mise en question systématique des fondements de la république laïque ; et nous sommes maintenant à un stade où l’extrême droite xénophobe classique risque de s’emparer du problème pour le régler à sa manière, ce qui satisferait d’ailleurs pleinement l’extrême droite musulmane qui cherche elle aussi la confrontation ouverte et le bain de sang. Les principales victimes dans ce cas risquent bien d’être les citoyens français issus de l’immigration.

Les forces laïques de nos pays doivent pouvoir enfin être reconnues comme légitimes. Les démocrates algériens des années 90, les courageux bloggeurs bangladaïsi, palestiniens, saoudiens, d’aujourd’hui qui payent de leur liberté et souvent de leur vie leur attachement à une démocratie où l’appartenance religieuse serait un choix libre et non une identité forcée, et où l’athéisme ne serait pas puni de mort, représentent une tradition qui a toujours existé dans les pays dits-musulmans. Pourquoi donc la gauche européenne ignore-t-elle et délégitimise-t-elle cette tradition ?

P.-S.

* <http://www.siawi.org/article11978.html>

Mars 2016. Une version éditée de cet interview a paru dans le Magazine Littéraire N° 566, 2016/4, sous le titre : « Ce qui était visé est la place des femmes en Europe. »